

30 MARS 2016
53K fait
Préfecture
des Hauts-de-Seine



AP MED

C2
Hauter

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté préfectoral DRE n° 2016-35 du 15 mars 2016 mettant en demeure la Société PANZANI, représentée par son Directeur, Monsieur Guillaume MARTET, dont le siège social se trouve 29/31, rue Lavoisier à NANTERRE, de respecter l'article 3,2 de l'arrêté préfectoral complémentaire DRE n° 2012-29 du 21 février 2012 relatif aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique pour les installations qu'elle exploite dans son usine sise 29/31, rue Lavoisier à NANTERRE.

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

- Vu** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles ; L.171-6, L.171-8, L.514-5, R511-9, R.211-11-1 à R.211-11-3, R. 212-3, R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18
- Vu** le décret du 7 novembre 2013 portant nomination de Monsieur Yann JOUNOT, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),
- Vu** le décret du 25 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** l'arrêté MCI n°2015-44 du 15 octobre 2015 portant délégation de signature à Monsieur Thierry BONNIER, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau,
- Vu** la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté,
- Vu** la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE),
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses,
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses,
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets,
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 juillet 2010 approuvant le schéma national des données sur l'eau,
- Vu** l'arrêté complémentaire DRE n° 2012-29 du 21 février 2012 relatif aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique par l'usine sise 29/31, rue Lavoisier à NANTERRE exploitée par Société PANZANI.
- Vu** le rapport en date du 22 février 2016 de l'Inspection Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile-de-France, indiquant que la société PANZANI sise à Nanterre, 39-31, rue Lavoisier n'a pas respecté l'article 3,2 de l'arrêté complémentaire DRE n° 2012-29 du 21 février 2012 relatif aux rejets de

substances dangereuses dans le milieu aquatique imposant la transmission, avant le 1^{er} mars 2012, du rapport de synthèse relatif à la surveillance initiale des substances dangereuses dans les rejets des eaux,

Vu que le même rapport de l'inspection, indique que les éléments transmis, le 8 janvier 2015, par la société PANZANI dans son rapport, n'est pas conforme aux prescriptions imposées par l'article 3,2 de l'arrêté complémentaire DRE N°2012-29 du 21 février 2012 susvisé,

Vu que la société PANZANI, malgré la relance de l'inspection, n'a toujours pas transmis de nouveaux éléments permettant de considérer le respect des prescriptions imposées par l'article 3,2 de l'arrêté RSDE du 21 février 2012 précité.

Vu que la plate-forme INERIS permettant d'obtenir l'état récapitulatif de la conformité des données issue de l'analyse de l'INERIS devrait ne plus fonctionner à compter de juin 2016,

Vu la transmission à l'exploitant, par courrier en date du 22 février 2016, du rapport en date du 22 février 2016 de l'inspecteur de l'environnement, l'invitant à présenter ses observations, dans un délai de 15 jours, conformément aux articles L.17-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport,

Considérant que l'exploitant n'a pas respecté les prescriptions imposées par l'article 3,2 de l'arrêté complémentaire DRE n° 2012-29 du 21 février 2012 relatif aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique imposant la transmission, avant le 1^{er} mars 2012, du rapport de synthèse relatif à la surveillance initiale des substances dangereuses dans les rejets des eaux,

Considérant l'urgence qu'il y a à respecter les prescriptions imposées par l'article 3,2 de l'arrêté RSDE du 21 février 2012 précité dans la mesure où la plate-forme INERIS permettant d'obtenir l'état récapitulatif de la conformité des données issue de l'analyse de l'INERIS ne devrait ne plus fonctionner à compter de juin 2016,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société PANZANI, représentée par son Directeur, Monsieur Guillaume MARTET, dont le siège social se trouve 29/31, rue Lavoisier à NANTERRE, est tenu de respecter, **dans un délai n'excédant pas un mois**, l'arrêté préfectoral complémentaire DRE n° 2012-29 du 21 février 2012 relatif aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique pour les installations qu'elle exploite dans son usine sise 29/31, rue Lavoisier à NANTERRE et notamment les dispositions prévues dans son article 3,2 relatif au rapport de synthèse de la surveillance initiale.

Il devra fournir :

- un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique selon l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire DRE n° 2012-29 du 21 février 2012 précité. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux journalier (concentration mesurée x débit journalier mesuré), pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées (la concentration moyenne étant égale à la moyenne arithmétique pondérée par les débits des mesures effectuées) avec l'étendue de l'incertitude, sur l'ensemble des mesures ; les débits minimal, maximal et moyen mesurés avec l'étendue de l'incertitude, sur l'ensemble des mesures ; ainsi que les flux journalier minimal, maximal et moyen avec l'étendue de l'incertitude, calculés à partir de l'ensemble de ces mesures (le flux journalier moyen étant égal à la moyenne arithmétique des flux journaliers calculés pour chaque mesure) et les limites de quantification pour chaque mesure. ;
- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées dans le cadre de la surveillance initiale décrite ci-dessus ;

- les coordonnées géographiques en Lambert II étendu du ou des différents points de rejets sur lesquels les prélèvements ont eu lieu ;
- le code Sandre de la ou des masses d'eau impactées par le ou les points de rejets ;
- l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit et permettant de vérifier le respect des dispositions de l'article 2 du présent arrêté ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;
- des propositions dûment argumentées et basées sur les critères définis à l'article 3.3 et 4.2 du présent arrêté, de classement des substances visées par la surveillance initiale suivant les catégories suivantes : substances à abandonner en surveillance pérenne, substances à suivre en surveillance pérenne, substances à suivre en surveillance pérenne et devant faire en plus l'objet d'un programme d'actions tel que défini à l'article 4.2 du présent arrêté ;
- des propositions dûment argumentées d'adoption d'un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance ;
- le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine,...) ;
- l'organisme choisi par l'exploitant pour procéder aux prélèvements et aux analyses du programme de surveillance pérenne tel que défini à l'article 4 du présent arrêté ;
- l'état récapitulatif de la conformité des données issu de l'analyse faite par l'INERIS.

TICLÉ 2 - Délais et voies de recours

Recours contentieux :

Conformément aux articles L.171-11 et L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un recours contentieux de pleine juridiction. Le demandeur ou l'exploitant a la possibilité, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 - 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Troisièmes, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.

- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie - Grande Arche - Tour Pascal A et B - 92055 La Défense Cedex.

La décision prise par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

TICLÉ 4

Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de NANTERRE et pourra y être consultée.

Une copie du présent arrêté devra être affichée :

- à la Mairie de NANTERRE, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;

- de façon visible et permanente sur les lieux de l'installation, par les soins de l'exploitant.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 5

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de NANTERRE, Madame le Chef de l'Unité territoriale de Hauts-de-Seine de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Nanterre, le 15 mars 2016

le Préfet,
pour le Préfet, et par délégation,

Le Secrétaire Général
THIERRY BONNIER